

NON À LA MARCHANDISATION DE LA PETITE ENFANCE

Malgré le désaveu cinglant des électeurs subi aux élections régionales, Sarkozy et son gouvernement poursuivent leurs politiques libérales. Ils vont s'attaquer à notre système de retraites mais ils poursuivent aussi leur entreprise de casse des services publics, notamment dans le secteur de la petite enfance.

- 48 000 postes supprimés dans l'enseignement
- la Poste et GDF privatisés,
- les universités mises en concurrence
- un grand plan de casse de l'hôpital public avec la loi Bachelot

...Maintenant c'est au tour de la petite enfance de subir la volonté de casse des services publics !

LA POLITIQUE DE LA DROITE : CASSER LES SERVICES PUBLICS !

De façon méthodique et déterminée, le gouvernement a bien l'intention de continuer la casse des services publics qu'il orchestre secteur par secteur. Après s'être attaqué à la Poste, au gaz, à l'éducation, il se tourne vers les hôpitaux et la petite enfance : n'abandonnons pas les services publics à la marchandisation !

La révision générale de politiques publiques (RGPP) vise, dans tous les secteurs, au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et à réduire toutes les dépenses publiques. Au mépris de toute considération d'intérêt général, le gouvernement la décline dans le secteur de la petite enfance. Mais c'est une logique générale qu'il faut combattre !

Le décret Morano entérine le manque de moyens déployés par l'Etat et organise de façon durable la pénurie. Pourquoi augmenter les capacités d'accueil par l'usage systématique des admissions en surnombre (jusque 120%), diminuer les taux de professionnels les plus qualifiés travaillant dans les crèches, et haltes-garderies (de 50% à 40%) ? Tout simplement parce que ce gouvernement pense les services publics dans une logique comptable sans se préoccuper de la qualité de l'accueil des bébés et de leurs familles, ni des conditions de travail des personnels.

Nous réclamons l'abandon du projet de décret Morano !

LA POLITIQUE DE LA DROITE : LIBÉRALISER LE SECTEUR DE LA PETITE ENFANCE EN L'OUVRANT À LA CONCURRENCE !

Le gouvernement de droite pousse la logique libérale jusqu'au bout : **il fait le choix de soumettre les services d'accueil collectif de jeunes enfants à la libre concurrence.**

Cette transposition de la directive «Services», qui y inclut la petite enfance, n'est pas une obligation née de nos engagements européens. Or, en provoquant la mise en concurrence des établissements d'accueil des jeunes enfants, cette politique conduit à la suppression des subventions publiques.

Nous prôtons la désobéissance civique !

Le gouvernement va plus loin en favorisant les structures payantes : le décret Morano prévoit la réalisation expérimentale de jardins d'éveil payants pour les enfants de 2 à 3 ans, sans prévoir de taux d'encadrement (contrairement à ses annonces en mai dernier qui envisageaient 8 à 12 enfants par professionnel encadrant). **Il s'agit de préparer la déréglementation généralisée et la privatisation de l'accueil collectif des jeunes enfants qu'initie la directive «Services».**

Nous refusons les jardins d'éveil payants !

La directive «Services» ou directive Bolkestein vise à soumettre l'ensemble des activités de services au principe de la concurrence. **Symbole de la construction de l'Europe libérale, elle méconnaît la spécificité des services publics** qui sont ramenés à des activités commerciales, sans aucun souci de l'intérêt général. Le gouvernement entend la transposer en droit français : **nous réclamons la désobéissance civique !**



■ Martine Billard, députée du Parti de Gauche, a interpellé Nadine Morano dans deux questions écrites sur la situation du secteur de la petite enfance.

Les réponses du gouvernement se font toujours attendre !

«Allez-vous tenir compte des vives protestations qui émanent des professionnels et usagers des structures d'accueil collectif du jeune enfant contre le projet de modification du décret et envisagez-vous d'instaurer un service public de la petite enfance, gratuit et de qualité ?»

(Hiver 2010)

LA POLITIQUE DE LA DROITE : UNE INCOMPRÉHENSION TOTALE DES BESOINS DE LA PETITE ENFANCE !

Nous savons tous que le petit enfant est une personne fragile, les professionnels de la petite enfance savent les enjeux complexes de sa prise en charge. **Notre objectif doit être d'accueillir les petits comme des personnes à part entière** : encourager leur éveil à la vie et vers l'autre, expliquer nos gestes, accompagner leurs angoisses éventuelles, faire également le lien avec les familles. Toutes ces pratiques ne sont possibles que si le personnel est qualifié et en nombre suffisant, mais aussi si les équipes ont le temps de prendre le recul nécessaire sur leurs pratiques, si elles bénéficient régulièrement d'une formation continue... **Le gouvernement veut casser l'accueil de la petite enfance alors qu'il reste en grande partie à construire !**

Défendre une politique d'accueil de la petite enfance, c'est aussi défendre la place des femmes dans la société. Seul un accueil de qualité permet de maintenir les mères qui le souhaitent en situation d'emploi : peut-être la droite préfère-t-elle une société rétrograde où les femmes n'ont pas d'autre choix que de rester au foyer ?

LES PROPOSITIONS DU PARTI DE GAUCHE :

- ➔ Le retrait du décret Morano et le refus de l'ouverture du secteur petite enfance à la concurrence
- ➔ Le refus par les communes et les départements d'appliquer les admissions en surnombre à 120% et la dégradation des qualifications
- ➔ Le refus de la transposition de la directive «Services» en droit français. La désobéissance civique dans les collectivités : nous refusons l'application des textes qui cassent le service public
- ➔ L'abrogation de la RGPP et le maintien des postes dans les services publics, notamment dans la petite enfance.
 - Le Parti de Gauche a défendu aux élections régionales, dans le cadre du Front de gauche, l'ouverture de 100 000 places en crèches en Ile-de-France, afin de doubler les capacités actuelles d'accueil
 - Le Parti de Gauche souhaite un vaste plan de formation des professionnels de la petite enfance et la mise en place d'un Service Public de la Petite Enfance pour l'ensemble du territoire

Les élus du Parti de Gauche au Conseil de Paris ont voté le vœu qui engage la mairie de Paris à maintenir les conditions d'accueil actuelles. Mais ils ont aussi alerté le Maire de Paris sur les conséquences de l'inclusion du secteur petite enfance dans la directive «Services».



Danielle Simonnet



Alexis Corbière



Ariane Calvo, adjointe 20^e à la petite enfance

«Monsieur le Maire de Paris, le groupe communiste et des élu-e-s du Parti de Gauche aimerait avoir connaissance des actions envisagées pour s'opposer à la mise en œuvre de la directive services en ce qui concerne les secteurs de la petite enfance et de l'aide à domicile. Seriez-vous prêts à envisager d'aller jusqu'à refuser l'application de cette directive ? et faire preuve de désobéissance civique ?»

(29 mars 2010)

www.lepartidegauche.fr

www.lateledegauche.fr



Nom..... Prénom.....

Adresse

CP..... Ville Tél Email

- ☐ Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- ☐ Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- ☐ Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- ☐ Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :



63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr